


Les opérations militaires en milieu urbain

Other Publication**Author(s):**

Masuhr, Niklas 

Publication date:

2020-02

Permanent link:

<https://doi.org/10.3929/ethz-b-000396975>

Rights / license:

In Copyright - Non-Commercial Use Permitted

Originally published in:

Politique de sécurité: analyses du CSS 257

Les opérations militaires en milieu urbain

Les combats intenses et prolongés récemment livrés dans des villes de toutes tailles semblent confirmer les prévisions, selon lesquelles de plus en plus de guerres devraient se dérouler essentiellement dans les zones urbaines.

Par Niklas Masuhr

Sur le plan militaire comme politique, les villes ont tendance à produire un effet de loupe sur les conflits violents et les guerres ouvertes. Si les combats urbains ont toujours joué un rôle important dans l'histoire militaire, ils semblent occuper une place croissante de la guerre au XXI^e siècle. Ainsi, Alep ne constitue pas seulement un point stratégique sur la carte de la guerre civile en Syrie. Les quatre ans de lutte pour la ville symbolisent également la catastrophe humanitaire et la brutalité de ce conflit. Au-delà de ce cas, l'on peut retracer les enjeux politiques des principaux conflits qui ont eu lieu entre 2014 et 2019 à travers le contrôle des villes.

Charles Krulak, alors général du corps américain des Marines, a prédit en 1996 que ce ne serait pas l'opération Tempête du désert (l'intervention qui a chassé les forces armées de Saddam Hussein du Koweït), mais les missions de combat respectivement menées par les forces américaines et russes en Somalie et en Tchétchénie, qui allaient dessiner les contours des futures guerres. Ses propos ont trouvé écho auprès d'un grand nombre de militaires et de spécialistes. En effet, cette vision souvent citée s'inscrit dans une école de pensée qui associe deux macro-tendances mondiales observées après la guerre froide: l'urbanisation croissante et la montée des conflits intestins par rapport aux conflits entre États.

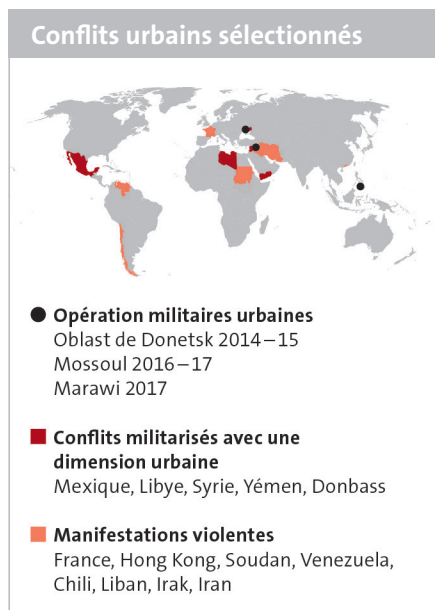


Les unités spéciales irakiennes de la «Golden Division» en mars 2017 pendant la bataille de Mossoul, dans le cadre de la contre-offensive irakienne contre l'«État islamique». Goran Tomasevic / Reuters

Selon le rapport 2016 des Nations Unies sur l'état des villes du monde, deux tiers de la population mondiale vivra dans des zones urbaines en 2050. De même, une analyse anticipative du commandement de l'armée américaine chargé de la formation et de la doctrine (TRADOC) identifie les opérations en milieu urbain, y compris dans les mégapoles, comme une capacité à maîtriser. De nombreux exemples montrent que les combats urbains et les sièges ne sont pas nécessairement une arme

réservée aux acteurs inférieurs sur le plan militaire. De fait, l'armée russe partage l'avis des analystes américains concernant l'importance croissante des zones urbaines.

La présente analyse examine plusieurs de ces foyers de tension urbains, dont on peut dégager des tendances militaires à court et moyen terme. Nous étudierons ainsi les exemples de la guerre en Ukraine, de la reconquête de Mossoul en Irak et de l'occupation de la ville de Marawi, aux Philip-



pires. Nous mettrons ces cas en relation avec les prévisions à plus long terme et les priorités occidentales et russes en matière de planification militaire. Enfin, nous nous pencherons sur l'armée suisse et son tableau opérationnel actuel. Nous verrons que cette tendance se confirme effectivement, dans la configuration actuelle des pouvoirs et des conflits dans le monde. Il est donc essentiel pour les forces armées démocratiques et les décideurs politiques de renforcer les capacités militaires destinées aux opérations en milieu urbain – surtout lorsqu'il s'agit d'intervenir en dehors de leur territoire. Les observations et les enseignements tirés de ces combats de forte intensité en contexte urbain peuvent également présenter un intérêt pour la Suisse, en particulier dans les situations où l'organisation et les tactiques militaires sont associées à des motivations terroristes.

Exemples récents

Dans le cadre de cette analyse, nous considérons que les opérations en milieu urbain résultent de la décision délibérée d'au moins une partie au conflit d'attaquer, de défendre ou d'assiéger des villes et grandes agglomérations, ainsi que leurs infrastructures. Pour assurer un recoupement des expériences récentes, nous étudierons les dynamiques de trois batailles urbaines qui se sont déroulées entre 2014 et 2017 en Ukraine, en Irak et aux Philippines et qui reflètent une certaine diversité dans leurs intentions straté-

giques, leur intensité et leur portée. Nous pourrions aussi mentionner d'autres cas, notamment ceux de Sana'a au Yémen ou d'Alep et Raqqa, qui illustrent les composantes urbaines du conflit syrien. On observe en outre que les actions des groupes criminels paramilitaires, d'une part, et l'escalade des protestations et des tentatives de répression dans les villes et capitales, d'autre part, évoluent facilement en guerre urbaine. Il existe de nombreux exemples de ce phénomène, notamment la lutte militarisée contre les cartels de la drogue au Mexique. Rien qu'en 2019, des pays comme le Chili et le Venezuela, le Liban, l'Irak et l'Iran, ou encore Hong Kong, ont vu des manifestations éclater dans leurs centres-villes. Une vague de protestation déferle également sur la France depuis la fin de l'année 2018.

Le premier exemple est celui des deux offensives menées en 2014 et 2015 par l'armée russe à l'est de l'Ukraine en faveur des séparatistes locaux. Toutes deux ont abouti à des sièges. Les batailles d'Ilovaïsk à l'été 2014 et de Debaltseve au cours de l'hiver 2014/15 se sont déroulées avec la participation de soldats et de volontaires ukrainiens, ce qui a permis aux troupes russes de se concentrer sur les tirs d'artillerie afin d'augmenter les pertes ukrainiennes. Sur le plan stratégique, les dirigeants à Kiev ont été contraints d'envoyer des renforts dans une situation difficile à tenir et se sont donc vus dans l'impossibilité de prendre des mesures offensives contre les positions séparatistes.

L'effet symbolique des villes oblige les gouvernements à accepter de lourdes pertes humaines et matérielles.

Du point de vue politique, la prise en otage des villes ukrainiennes, de leur population et des troupes déployées a forcé le gouvernement à s'asseoir à la table des négociations. Les cessez-le-feu qui en ont résulté à Minsk ont cimenté des conditions militaires favorables aux séparatistes.

Le deuxième exemple est celui de la ville de Mossoul, 200 000 habitant*es, reprise de haute lutte à l'organisation «État islamique» (EI) par l'armée irakienne, avec le soutien des moyens aériens et des forces spéciales de la coalition occidentale. Outre de lourdes pertes humaines, aussi bien civiles que militaires, le centre de la ville a été presque entièrement détruit au cours des neuf mois de l'offensive. L'objectif de l'EI n'était pas d'empêcher sa chute en tant

qu'acteur territorial, mais d'infliger à l'armée les pertes les plus lourdes possible afin d'affaiblir durablement le gouvernement de Bagdad et d'utiliser la situation comme un instrument de propagande.

Le troisième exemple est celui de Marawi sur l'île de Mindanao, au sud des Philippines. Les troupes du gouvernement, formées et équipées pour combattre les forces irrégulières dans la jungle, ont été contraintes par des milices affiliées à l'EI à s'engager dans cinq mois de combats de urbains qui ont détruit de vastes zones du centre-ville. Avant que les djihadistes prennent le pouvoir, Marawi et sa population de 200 000 habitants se trouvaient géographiquement au centre du conflit entre le sud musulman et le reste des Philippines, catholique. Pourtant, les combats se sont limités à Marawi même, sans évoluer en un conflit militaire régional comme à Mossoul. Là-bas, les milices se sont rapidement retirées du centre-ville, tandis que l'armée irakienne subissait déjà de lourdes pertes dans la banlieue et les environs de Mossoul. À Marawi, il s'agissait plutôt de créer un effet de propagande dans le but d'attiser les tensions interreligieuses à l'échelle locale, régionale et mondiale.

Quatre aspects étroitement liés éclairent la dynamique des opérations militaires en milieu urbain. Il y a d'abord l'effet symbolique des villes, qui oblige les gouvernements à accepter de lourdes pertes humaines et matérielles. Bien que les exemples ukrainiens soient d'envergure plus modeste, Ilovaïsk et Debaltseve montrent que le simple fait d'intégrer une ville peut suffire à créer un impact politique. De l'autre côté, la propagande mondiale des cellules régionales de l'EI a tenté de faire de Mossoul et Marawi des étendards.

Le deuxième aspect est le rôle important que jouent les populations civiles. En effet, les pertes civiles ont été utilisées à des fins de propagande contre les gouvernements de Bagdad et de Manille – même si, dans l'exemple philippin, une grande partie de la population a pu fuir et n'a pas rejoint les occupants djihadistes. Les personnes non impliquées dans le conflit ont toutefois été utilisées comme boucliers humains. À Mossoul, par contre, les dirigeants de l'EI ont eu plusieurs années pour se préparer à la contre-offensive. Des civils ont été utilisés, parfois sous la contrainte, pour des missions de pionnier, d'agent de reconnaissance ou de messenger, ce qui a permis à l'EI de déployer presque la totalité de ses effectifs au combat.

Le troisième aspect réside dans le fait que les assaillants doivent réaliser un compromis entre enregistrer des pertes et déployer une puissance de feu massive, ce qui complique leur action. Dans tous les cas étudiés, ils ont eu recours à des frappes aériennes et d'artillerie pour minimiser leurs pertes et compenser les déficits de formation et d'équipement des troupes pour le combat rapproché. Le cas de Mossoul illustre bien cette équation: alors que les forces spéciales étaient déployées à l'est de la ville (notamment les membres de la «Golden Division»), ces unités étaient si usées lors de l'attaque menée côté ouest qu'il a fallu se reposer sur des troupes moins qualifiées – qui ont apporté un appui-feu bien plus important mais moins précis.

Quatrième et dernier point, les cas présentés ici montrent que les combats urbains ont été menés des deux côtés avec des moyens improvisés. En Irak, par exemple, l'EI a pu mettre en place des lignes de production quasi industrielles de véhicules piégés et modifier des drones commerciaux pour assurer l'appui aérien. L'armée et les fusiliers marins des Philippines, peu préparés aux opérations en milieu urbain et insuffisamment dotés en grenades fumigènes, ont tendu des draps dans les rues pour se cacher des tireurs embusqués.

Les débats militaires

Les batailles d'Alep, de Mossoul et de Marawi ont déclenché un débat au sein des états-majors occidentaux sur la nécessité de mener des combats urbains – bien que les considérations s'opposant à un déploiement en milieu urbain soient avant tout d'ordre politique. Si les forces armées de l'OTAN ont essentiellement soutenu les offensives contre l'«État islamique» avec des unités spéciales et des capacités aériennes et d'artillerie, ce sont surtout les troupes irakiennes et kurdes qui ont mené le combat rapproché au sol. Mais rien ne garantit que la situation sera la même dans tous les cas de figure. Par conséquent, les forces américaines, australiennes et européennes canalisent de plus en plus de ressources vers des capacités qui faciliteront les opérations en milieu urbain.

L'un des axes centraux consiste à compléter les systèmes habités et l'infanterie par des robots et des drones. Les combats de porte à porte sont bien plus consommateurs de munitions et d'explosifs que les combats en zones rurales. Des camions sans pilote et des drones de transport pourraient ainsi ga-

rantir un meilleur approvisionnement, sans mettre en danger les personnes chargées de la logistique. L'armée russe est également active dans ce domaine. En Syrie, par exemple, elle procède à l'expérimentation de divers systèmes automatisés sur le terrain, notamment pour le déminage, pour la reconnaissance et comme plateformes d'armes – des technologies qui figurent également sur la liste des capacités dont doivent se munir les forces de l'OTAN. La stratégie de modernisation de l'armée de terre américaine va explicitement dans ce sens. Les véhicules blindés de combat d'infanterie, par exemple, devraient pouvoir fonctionner sans pilote. De même, les convois de ravitaillement devraient être principalement constitués de véhicules automatisés.

Outre les solutions technologiques, l'accent est mis sur la nécessité de proposer des environnements de formation réalistes. Il semble y avoir un consensus à ce sujet, bien

L'idée qu'il soit un jour possible de mener des combats urbains sans causer d'importants dommages soulève un certain scepticisme.

que ces installations ne soient pas uniformément réparties au sein de l'OTAN et de ses partenaires. Les forces armées israéliennes et, depuis 2019, la Bundeswehr allemande disposent de villes d'entraînement de premier plan au niveau mondial. Les États-Unis investissent également dans ce type de centre. En revanche, l'armée britannique, par exemple, ne possède qu'une réplique d'un village afghan.

L'une des priorités absolues des forces armées des États occidentaux est d'améliorer leurs capacités de combat de porte à porte, de façon à réduire le besoin de déployer une puissance de feu massive. Malgré la spectaculaire amélioration de l'équipement et de la formation, l'idée qu'il soit un jour possible de mener des combats urbains sans causer d'importants dommages soulève un certain scepticisme. C'est justement le principal dilemme auquel sont confrontées les démocraties, dont les décideurs politiques doivent peser le risque de pertes militaires dans leur camp par rapport au risque de pertes civiles à l'intérieur de la zone d'intervention. La forte connectivité rend ce compromis particulièrement épineux dans les milieux urbains où les réseaux de détection et de communication se chevauchent jusqu'au niveau individuel et où chaque personne peut enregistrer les ac-

Pour aller plus loin

armasuisse (2020): **Urbanity. Megacity, Energy, Mobility, Information, Force-Effect**, Thoune: *High Lights* 001.

Arnold, Thomas D., Fiore, Nicolas (2019): **Five Operational Lessons from the Battle for Mossul**, *Military Review*, January/February.

Knight, Charles, Theodorakis, Katja (2019): **The Marawi Crisis. Urban Conflict and Information Operations**, (Canberra: Australian Strategic Policy Institute, *Special Report*).

Konaev, Margarita (2019): **The Future of Urban Warfare in the Age of Megacities**, (Paris: Ifri, *Focus stratégique* 88).

tions militaires sur son smartphone et les diffuser rapidement dans le monde entier. Par conséquent, il faut intégrer dans la réflexion le niveau d'information, c'est-à-dire le contexte politique, et les discours qui accompagnent les interventions militaires de porte à porte. Le procédé employé par la Russie en Ukraine et en Syrie illustre cette approche: des drones ont été utilisés pour infiltrer les réseaux de téléphonie mobile afin d'envoyer des SMS au grand public. Outre la capacité de réagir aux engins explosifs improvisés et aux tireurs embusqués, on constate donc qu'il est essentiel d'assurer le ravitaillement humanitaire de la population civile.

Le contexte suisse

L'armée suisse considère également les opérations en milieu urbain comme une capacité centrale, mais dans un contexte totalement différent. Alors que les forces armées de l'OTAN voient la guerre urbaine comme une composante centrale de leurs opérations expéditionnaires, les intentions de l'armée suisse dans ce domaine sont purement défensives. Ainsi, le rapport «Avenir des forces terrestres» publié en 2019 indique clairement que les agresseurs potentiels viseraient les villes suisses, leur principale préoccupation n'étant pas d'occuper de vastes zones. Selon le rapport, l'objectif de ces acteurs serait plutôt de paralyser le pays sans constituer des cibles faciles pour les opérations militaires de défense. Or les agglomérations offrent à la fois des cibles d'attentats et des possibilités de se cacher. L'effet symbolique des villes joue ici un rôle essentiel. Sans compter qu'elles abritent une grande partie des infrastructures critiques et de l'activité économique du pays. Compte tenu de cette perception de la menace, le rapport souligne la nécessité de mettre en œuvre des

capacités militaires et non militaires de la Confédération aptes à intervenir dans les zones densément peuplées. Entre les missions de protection temporaires, les attaques paramilitaires dissimulées contre des infrastructures critiques suisses et les invasions ouvertes, le champ des scénarios possibles est extrêmement large.

Les priorités sont le mandat de protection en cas d'augmentation du risque d'attentat et les capacités de réaction au terrorisme militarisé contre des cibles vulnérables. Les opérations de combat défensives sont également à prendre en compte, notamment parce que, statistiquement parlant, les zones bâties se développent en Suisse par rapport à l'espace rural.

Bien que la situation suisse soit différente, un rapport d'*armasuisse* publié en janvier 2020 émet des hypothèses et des recommandations de développement similaires à celles des armées occidentales et russes. Les liens étroits entre l'action militaire et l'environnement d'information jouent également un rôle central, tout comme la nécessité de parer aux drones et la perspective d'utiliser des systèmes robotiques pour assurer la mobilité urbaine des forces terrestres. Pourtant, les défis qui se posent à l'armée suisse sont fondamentalement différents. En effet, bon nombre des problèmes que rencontreraient les forces terrestres de l'OTAN en milieu urbain ne sont pas présents dans le contexte suisse. Par exemple, la localisation territoriale des hommes astreints aux obligations militaires crée des conditions favorables pour opérer au sein des populations et entre elles. La coopération avec des acteurs non militaires tels que la police, la protection de la population et les organisations humanitaires est bien plus facile sur le territoire national que dans le cadre d'opérations expéditionnaires. En outre, un organe tel que le Réseau national de sécurité crée des liens institutionnels entre l'armée et les défis, les acteurs et les concepts opérationnels de la sécurité intérieure. Enfin, l'armée suisse possède des capacités qui s'avèreraient essentielles en cas d'opérations un milieu urbain et dont la plupart des pays de l'OTAN se sont plus ou moins départis, telles que

des véhicules pionniers et des moyens de guerre électronique. On peut toutefois se demander s'il suffit de mettre l'accent sur les villes comme environnement opérationnel pour pouvoir prendre des décisions concernant la prochaine génération de grands systèmes pour l'armée suisse, par exemple, sans

Il est peu probable que la technologie puisse résoudre tous les problèmes liés aux combats urbains.

mener de discussions politiques sur les scénarios d'engagement potentiels ni les expérimenter dans la pratique. Ce n'est pas une entreprise facile, compte tenu notamment du débat public au sein duquel des notions telles que la «guerre hybride» élargissent la perception de la menace et rendent sa définition difficile.

Les principaux défis

Les combats qui se sont récemment déroulés en milieu urbain semblent confirmer les macro-tendances attendues depuis les années 1990. En effet, les villes jouent un rôle majeur dans les conflits violents allant des différends quasi interétatiques aux campagnes terroristes mondiales, en passant par les conflits régionaux. Dans le même temps, les conflits récents mettent en évidence des détails opérationnels et tactiques qui complètent le tableau des tendances très abstraites à long terme. Ainsi, le caractère fluide des conflits dans les grandes villes est particulièrement révélateur. Le siège d'Alep par exemple, qui a duré quatre ans, a commencé par des manifestations civiles qui ont dégénéré du fait de la réaction brutale de l'appareil d'État. Le cas du Mexique montre également que les actes criminels militarisés peuvent relever de la définition des opérations en milieu urbain esquissée plus haut. Il ne s'agit pas d'un problème fondamentalement nouveau pour les forces armées de l'OTAN, même si les batailles de Raqqa et Mossoul ont été bien plus intenses que les tentatives de pacification à Kandahar, en Afghanistan. Certains enseignements tirés de la mission de la FIAS sur la gestion des populations lors

des interventions dans les grandes villes pourraient toutefois s'avérer utiles, notamment le rôle central des fonctions humanitaires, politiques et de renseignement. Si le soutien de la population aux parties au conflit peut jouer un rôle essentiel dans les zones rurales, ces effets sont renforcés dans les centres urbains qui favorisent la concentration et l'interconnexion des différents groupes civils et étatiques. Cette concentration implique, de fait, une fusion des fonctions de combat et de stabilisation.

Si ces défis peuvent être interprétés au niveau politique, particulièrement en Europe, comme des mises en garde invitant à ne pas mener d'opérations militaires ouvertes dans des villes ennemies, les états-majors de planification militaire doivent envisager cette possibilité. Il est peu probable que la technologie puisse résoudre tous les problèmes liés aux combats urbains – d'autant que la formation et la modification de la culture militaire ne suffiront pas, à elles seules, à empêcher les pertes militaires ou civiles et les destructions massives. Néanmoins, il paraît crucial d'aller plus loin que l'engagement de petites unités d'infanterie et de s'entraîner au sein de groupes de combat interconnectés, avec la participation d'acteurs non militaires. Même sans disposer du budget de recherche des États-Unis ou de la Chine, il semble également possible d'acquérir des expériences utiles concernant les nouvelles technologies grâce à des essais sur le terrain. Enfin, les états-majors de planification des pays de l'OTAN ne peuvent pas compter, dans chaque zone d'intervention, sur un large éventail de partenaires locaux qu'ils pourraient former, équiper et appuyer au combat. Il convient donc de limiter autant que possible le risque de reproduire un précédent négatif, tel que l'échec des opérations américaines en Somalie en 1993, si les forces terrestres de l'OTAN sont effectivement amenées à participer à des opérations intenses en milieu urbain.

Niklas Masuhr est chercheur au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Il est notamment l'auteur de «[La guerre en Ukraine et la stratégie militaire occidentale](#)».

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Julian Kamasa, Fabien Merz, Lisa Watanabe, Benno Zogg
Traduction: Interserv; Relecture: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000396975

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Les nouvelles technologies et les frontières en Europe No 255
Le Moyen-Orient et la nouvelle route de la soie No 254
L'approvisionnement du pays en cas de crise No 253
Les cessez-le-feu dans les processus de paix intraétatiques No 252
L'IA comme technologie militaire habilitante No 251
La Russie et la Chine: le potentiel de leur partenariat No 250